

Conférence internationale sur la divulgation des standards internationaux et la coordination dans le domaine des comptes nationaux, pour une croissance durable et le développement

Session 7 – Études de cas: Mise au point d'un système complet de comptabilité nationale (SCN); qualité des données de base – Problèmes statistiques

Titre: le secteur informel et sa prise en compte dans les comptes nationaux : Expérience du Cameroun

Institution: INS - Cameroun

RESUME EXECUTIF

1. Contexte

La crise économique qu'a traversé le Cameroun entre 1985 et 1994 a contribué fortement à l'effondrement des revenus d'exportation consécutif à la chute des cours des matières premières (cacao, café, coton, etc.). La détérioration des conditions de vie des populations qui en est résultée a amplifié le phénomène de l'exode rural vers les grandes agglomérations.

Cette situation a ainsi créé un accroissement du chômage, lequel a favorisé le développement du secteur informel caractérisé par de nombreuses activités de subsistance et essentiellement précaires.

C'est dans ce cadre que le Gouvernement, à travers l'INS, a organisé en 1993 la première enquête de type 1-2-3 visant à mesurer l'ampleur de ce phénomène. La deuxième enquête réalisée en 2005 se situait dans le cadre du suivi-évaluation du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et de la mesure des progrès vers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Outre la présentation des enquêtes sur l'emploi et le secteur informel, la présente note va s'appesantir sur l'intégration de ces données dans les comptes nationaux du Cameroun.

2. Brève présentation des enquêtes sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun

Dans le cadre des enquêtes 1-2-3 réalisées par le Cameroun, le secteur informel est défini comme l'ensemble des unités de production dépourvues de numéro de contribuable et/ou ne tenant pas une comptabilité écrite formelle au sens du plan comptable (OHADA ou OCAM). Toutefois, la frontière entre ces activités et celles dites formelles pose parfois des problèmes lors de la collecte sur le terrain.

La première enquête 1-2-3 sur l'emploi (phase 1), le secteur informel (phase 2) et la consommation (phase 3) a été réalisée seulement dans la ville de Yaoundé en 1993/1994, ce qui constituait les premières limites à ce type d'enquêtes et le problème de pertinence des ratios obtenus par extrapolation. La deuxième intitulée « Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI) » a été réalisée en 2005. Cette opération à couverture nationale est la première du genre en Afrique au Sud du Sahara. Elle ne s'est intéressée qu'aux deux premières phases.

3. Intégration des enquêtes sur l'emploi et le secteur informel dans les comptes nationaux

L'intégration des enquêtes sur l'emploi et le secteur informel dans les comptes nationaux répondait au souci majeur de fournir une bonne mesure des comptes de ce secteur. Ainsi, il a été possible, grâce à l'utilisation des tables de passage et des nomenclatures de dériver des informations comptables de cette source de données.

De manière globale, ceci nous a permis d'une part d'améliorer la qualité des comptes de ce secteur et d'autre part d'appréhender la contribution du secteur informel à l'économie, en termes d'emplois et de valeur ajoutée.

De manière spécifique l'intégration des données de l'enquête a favorisé l'élaboration des comptes de production, de répartition des revenus ou d'exploitation par activité informelle. L'on a pu disposer par ailleurs d'une matrice de la population active occupée par type d'activités informelles et par catégorie socio-professionnelle (salariés, patrons, compte propre, apprentis et aides familiaux)

3. Démarche méthodologique

La connaissance du secteur informel nécessite- au préalable une bonne estimation de la matrice de l'emploi informel

Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) constitue la principale source permettant d'obtenir un cadrage global de la matrice emploi.

Plusieurs sources de données permettent par ailleurs de calculer la structure des matrices de l'emploi des différents secteurs institutionnels. Il s'agit des déclarations statistiques et fiscales pour le secteur des entreprises privées formelles, du document retraçant les dépenses de personnel pour l'administration centrale, les comptes administratifs des communes, l'enquête sur l'emploi et le secteur informel pour le secteur informel etc.

Les enquêtes sur l'emploi et le secteur informel constituent donc désormais une source importante pour l'estimation de la matrice de l'emploi informel.

Afin de nous permettre de réaliser les équilibres emploi ressources sur biens et services et les comptes de branches, la première enquête sur l'emploi et le secteur informel a servi au calcul des coefficients techniques par branche d'activités, de la productivité moyenne du travail par branche, des salaires moyens par branche et à l'établissement d'une liste des activités informelles au Cameroun. Ces données ont été intégrées dans la série des comptes allant de 1989/90 à 2000/2001.

La deuxième enquête a permis d'une part de formaliser les concepts retenus à la première phase et d'autre part d'actualiser les structures des matrices et des coefficients techniques nécessaires à l'estimation de la production dans ce secteur.

4. Résultats obtenus

La série des comptes nationaux du Cameroun de 1989/90 à 2000/2001 a été élaborée en prenant en compte les données issues des enquêtes sur l'emploi et le secteur informel

Au niveau de ce secteur, les traitements ont conduit à la mise à disposition:

- ✓ de la population active occupée par type d'activités informelles, par secteurs (public, privé, informel agricole et informel non agricole) et par catégorie socio-professionnelle (salariés, patrons, compte propre, apprentis et aides familiaux) ;
- ✓ d'un compte de production et d'exploitation par activités informelles.

Au niveau global, l'intégration dans les travaux de comptabilité nationale des données de l'enquête situe entre 25% et 30% la part du secteur informel non agricole dans la création de la richesse nationale alors qu'en terme d'emploi, 92% d'actifs occupés proviennent du secteur informel

Conclusion et perspectives

L'une des limites qu'a posé l'intégration des enquêtes sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun concerne leur champ de couverture (Yaoundé pour la première enquête et les dix provinces pour la deuxième). Cette contrainte a rendu difficile l'exercice d'extrapolation au niveau national. D'autres difficultés de traitement ont eu trait à l'annualisation¹ de la matrice emploi, l'autoconsommation des unités de production informelles (UPI) ; la non prise en compte des intrants achetés par les clients des UPI ; et les charges indivisibles².

En perspectives, il serait souhaitable de continuer à réaliser une enquête à couverture nationale sur le secteur informel à une périodicité raisonnable de 5 ans par exemple ou à défaut de suivre annuellement quelques unités informelles types afin de dégager la production par tête et d'en déduire l'évolution de l'emploi informel. Ceci est indispensable d'une part, pour le suivi des indicateurs de la politique économique et sociale et d'autre part, pour l'amélioration des données des comptes nationaux.

Pour ce faire, un appui technique et financier des partenaires au développement est sollicité pour la réalisation de ces activités.

¹ Certaines activités couvrent l'année tandis que d'autres ont une périodicité infra annuelle

² Il est difficile par exemple pour une UPI exerçant à domicile de séparer certaines charges (électricité, eau, loyer etc.) entre ce qui va à la production et à la consommation

Conférence sur les comptes nationaux : Luxembourg du 6 au 8 mai 2008

Plan de l'exposé

1- Introduction

1-1 Contexte et environnement des enquêtes 1-2-3 ;

1-2 Les enquêtes 1-2-3 deviennent une source d'information pour les comptes nationaux;

2- Les enquêtes 1-2-3 sur le secteur informel au Cameroun

2.1- Objectifs

2.2- Synthèse méthodologique

2.3- Résultats obtenus

2.4- Principales contraintes rencontrées dans la réalisation de ces enquêtes.

3- Intégration des enquêtes 1-2-3 dans les comptes nationaux

3.1- Objectifs

3.2- Démarche méthodologique d'intégration

3.3- Résultats obtenus

3.4- Comparaison des résultats des comptes nationaux avec ceux de l'enquête

3.5- Difficultés rencontrés

4- Conclusions et perspectives